SÉNAT DE BELGIQUE.

SÉANCE DU 2 MARS 1863.

Rapport de la Commission de la Justice sur le titre 4^e, livre 2, du Code pénal.

(Voir les pièces désignées aux Nos 19, 22, 33 et 34 du Sénat.)

Présents : MM. le Baron DELLAFAILLE, FORGEUR, le Comte DE ROBIANO, PIRMEZ,
LONHIENNE et le Baron D'ANETHAN, Président-Rapporteur.

MESSIEURS,

Le titre 4 est intitulé : *Des crimes et des délits contre l'ordre public, commis par des fonctionnaires dans l'exercice de leurs fonctions, et des infractions commises dans l'exercice du culte.*

L'intitulé du projet primitif portait : *Des crimes ou délits contre l'ordre public, commis par des fonctionnaires publics ou des ministres du culte dans l'exercice de leurs fonctions.*

Cet intitulé avait été modifié par la Commission de la Chambre, qui avait substitué au mot *fonctions*, celui de *ministère*, pour les ministres des cultes.

Votre Commission propose de rétablir l'intitulé adopté par la Commission de la Chambre; elle en fera connaître les motifs, lors de l'examen du chapitre 9.

ART. 254.

Cet article est presque littéralement emprunté, sauf la pénalité, dont le minimum est abaissé, à l'art. 123 du Code actuel.

L'article ne parle que du concert de mesures contraires aux lois. Si ce concert, à peine concevable sous l'empire de nos institutions, se formait, il devrait nécessairement être puni; mais, quoi qu'en dise le rapport fait à la Chambre, il peut présenter tout autant de gravité, s'il s'agit de mesures contraires à un arrêté royal que s'il s'agit de mesures contraires à une loi. Un arrêté royal, constitutionnellement porté, a la même force obligatoire qu'une loi; souvent même il n'est porté qu'en exécution ou en vertu de la loi même. Les citoyens, et à plus forte raison les fonctionnaires, doivent donc s'y soumettre.

Les auteurs du projet partagent notre opinion, et ils pensent que les arrêtés royaux sont compris sous la dénomination générale de *lois*; mais la Commission de la Chambre ayant émis une opinion contraire, votre Commission vous

propose d'ajouter au mot *lois*, ceux-ci : *arrêtés royaux*, ce qui mettra cet article en harmonie avec l'article suivant. Elle vous propose, en outre, de mettre à la ligne : *Les coupables pourront, en outre*, au lieu de dire, comme au projet : *Et les coupables pourront être condamnés, en outre*, etc.

ART. 255.

Le fait prévu par cet article est beaucoup plus grave que l'infraction punie par l'art. 254. Aussi la peine comminée est beaucoup plus sévère.

Une modification est nécessaire au 1^{er} paragraphe de l'article relatif à l'interdiction, qui doit être facultative, puisqu'elle l'est pour le cas plus grave du paragraphe suivant (art. 44). (Observation de M. le Ministre de la Justice.)

Des changements de rédaction vous sont également proposés.

ART. 256.

Adopté avec le changement de rédaction, consistant à terminer ainsi l'article : *Les provocateurs seront punis de la détention extraordinaire, et les autres, de la détention de dix ans à quinze ans.*

Il est inutile de dire : *Les provocateurs de ce complot* ; il ne peut s'agir, en effet, d'autre provocation. Le second changement améliore la phrase.

ART. 257.

Empêcher ou suspendre, soit l'administration de la justice, soit l'accomplissement d'un service légal, est toujours un mal et parfois un danger. Si cet état de choses est produit par suite d'un concert entre des fonctionnaires publics, il y a évidemment lieu de porter une peine contre ceux-ci. Cette interruption peut être le résultat de démissions données ; mais ces démissions, tout en ayant cet effet, ne deviendraient un délit que si elles avaient été concertées, et si les démissionnaires avaient eu pour but de produire ce résultat.

Les fonctionnaires sont libres, en effet, de quitter les fonctions qui leur ont été confiées ; une démission donnée sans motif, et même par suite de mécontentement ou de découragement, ne doit pas, en règle générale, exposer à une peine celui qui l'a donnée.

Dans certaines fonctions, malgré la démission donnée, on doit continuer à remplir les fonctions qu'on avait acceptées, jusqu'à ce qu'il ait été pourvu au remplacement du démissionnaire.

Si, par suite d'un concert, des fonctionnaires de cette catégorie, ayant donné leur démission, refusaient de continuer à remplir leurs fonctions, et rendaient ainsi l'administration impossible, ne devraient-ils pas également encourir une pénalité ?

Votre Commission se prononce pour l'affirmative, et la majorité pense que l'article, sainement entendu, prévoit ce cas. En effet, le refus de continuer des fonctions dont la continuation est légalement imposée, malgré la démission, ne peut laisser aucun doute sur le but qu'ont eu les démissionnaires. Un membre pense que même, sans démission donnée, il peut y avoir refus d'admi-

nistration, et que ce fait, qui ne rentre pas dans les termes de l'article, doit être puni.

La majorité de votre Commission pense avoir, par les observations qui précèdent, suffisamment répondu à cette objection. Au lieu de dire : *Les coupables pourront être, etc.*, votre Commission vous propose de dire : *Ils pourront, etc.*

CHAPITRE II.

ART. 258.

La division des pouvoirs doit être respectée dans un intérêt d'ordre public. Les différents articles de ce chapitre ont pour but d'empêcher des empiétements qui porteraient atteinte à cette division.

L'art. 258 punit toute immixtion du pouvoir judiciaire dans les matières du ressort du pouvoir législatif ou administratif.

Il est bien entendu que, sous le mot général de juges, sont compris les présidents et les conseillers. Cet article punit non-seulement les magistrats qui auraient suspendu ou arrêté l'exécution d'une ou de plusieurs lois, mais encore ceux qui auraient délibéré sur le point de savoir si ces lois seront exécutées. C'est faire indirectement justice de la théorie qui prétendait donner aux tribunaux le droit de décider si une loi est ou n'est pas constitutionnelle, théorie qui aurait investi les tribunaux d'une espèce de *veto* sur les actes du pouvoir législatif.

Conformément à la proposition de M. le Ministre de la Justice, au lieu de dire : *Les juges, les procureurs généraux, etc.*, votre Commission propose la rédaction suivante : *Les juges, les officiers du ministère public et de la police judiciaire, etc.* ; mais elle maintient l'interdiction obligatoire, à cause de la qualité des coupables.

ART. 259.

Un membre a rejeté cet article. Sans se prononcer sur la question de savoir s'il convient de faire une loi sur les conflits, il ne peut consentir à décréter une peine sans application possible, tant qu'une semblable loi n'existera pas.

La majorité de la Commission n'a pas adopté cet avis.

La Constitution elle-même (art. 106) reconnaît la nécessité d'une loi pour régler les conflits; cette loi devra se faire. Déjà un projet a été présenté le 21 janvier 1845, et sans la dissolution des Chambres, il aurait été vraisemblablement discuté depuis longtemps. Votre Commission croit même devoir rappeler cet objet à la sollicitude du Gouvernement.

Jusqu'à la publication d'une loi réglant les conflits, l'art. 259 restera, il est vrai, une lettre morte; mais, tôt ou tard, il aura son utilité, et comme nous faisons un Code pénal, il faut qu'il soit complet.

Ces considérations ont déterminé la majorité de votre Commission à adopter l'article.

ART. 260.

Les abus que cet article et les précédents ont en vue d'empêcher ou de réprimer ne sont guère à craindre en Belgique, où l'autorité supérieure est

investie du droit d'annuler toute délibération ou décision contraire aux lois ou à l'intérêt général.

L'art. 151 du Code de 1810 prévoyait aussi, pour le punir, le fait des autorités administratives de s'ingérer dans la connaissance d'affaires regardant des droits et des intérêts privés.

Les corps administratifs en Belgique n'ayant aucune compétence en matière contentieuse quelconque, on a considéré comme impossible une immixtion de la part de ces autorités dans des contestations qui sont exclusivement du ressort des tribunaux.

Il faut, d'après une observation de M. le Ministre de la Justice, remplacer les mots : *autres administrateurs*, par ceux-ci : *membres des corps administratifs*, pour rendre la disposition générale et applicable ainsi aux membres des conseils provinciaux, députations permanentes et conseils communaux.

CHAPITRE III.

ART. 261.

Cet article, général dans ses termes, soumet avec raison à une peine, toute personne revêtue d'un caractère public qui aura détourné des objets dont il était dépositaire, soit *en vertu*, soit *à raison de ses fonctions*, expressions à peu près synonymes, mais pouvant néanmoins s'appliquer à divers genres de fonctions.

Tout individu, même non fonctionnaire, mais chargé d'une service public, est passible des pénalités comminées par cet article ; puisqu'on lui dénie le caractère de fonctionnaire, on ne peut pas dire qu'il est dépositaire de fonds en vertu ou à raison de ses fonctions ; cette dernière expression doit être modifiée et rendue plus générale.

Le fait prévu par cet article est assez grave pour être, dans tous les cas, puni de la réclusion. La majorité de votre Commission n'admet pas la différence résultant de la valeur des objets détournés.

Elle vous propose, en conséquence, la rédaction suivante :

« *Tout fonctionnaire, tout officier public, toute personne chargée d'un service public, qui aura détourné des deniers publics ou privés, ou effets en tenant lieu, ou des pièces, titres, actes, effets mobiliers qui étaient entre ses mains, soit en vertu, soit à raison de sa charge, sera puni de la réclusion.* »

ART. 262.

La majorité de votre Commission adopte cet article.

La minorité le repousse comme contraire au principe adopté à l'article précédent, d'après lequel on ne fait dépendre la peine ni de la hauteur du détournement ni du préjudice causé.

La majorité propose d'ajouter cet article comme paragraphe à l'art. 261.

ART. 263.

Le projet primitif portait la même pénalité dans les deux hypothèses mentionnées dans cet article.

La Commission de la Chambre a proposé une distinction, qui a été admise, entre le fonctionnaire dépositaire de titres, etc., en cette qualité, et le fonctionnaire qui n'en serait dépositaire qu'à raison de ses fonctions.

Votre Commission ne voit aucun motif pour admettre cette distinction. Quelle que soit la cause pour laquelle les titres sont remis au fonctionnaire, il est tenu, comme tel, de les conserver et de les rendre. Qu'importe si ces titres lui ont été confiés par la libre volonté d'un client, ou par suite de l'obligation dans laquelle on s'est trouvé de les lui remettre ? Dans l'un et l'autre cas, il manque à ses devoirs, il fait un abus coupable de la confiance qu'inspire son caractère. Il doit donc, dans les deux cas, encourir la même peine.

Votre Commission vous propose, en conséquence, de modifier l'article dans ce sens, en ne prononçant que la peine de la réclusion. Il faudra ajouter à l'article les mots : *Toute personne chargée d'un service public*, ce qui permettra de supprimer l'art. 265. (Voir, en outre, les motifs développés à l'art. 266.)

ART. 264.

C'est la négligence seule du fonctionnaire qui est punie par cet article.

L'infraction, consistant dans la destruction même, tombe sous le coup de l'art. 598. Ces deux articles, qui sont relatifs au même fait principal, devraient employer identiquement les mêmes expressions. Il faudra donc, dans l'article 598, supprimer le mot inutile *brûlé*, le mot *détruit* étant suffisant dans toutes les hypothèses.

Il y a lieu, dans l'art. 264, de supprimer la mention relative à l'amende, peine établie d'une manière générale par l'art. 267.

ART. 265.

L'art. 264, parlant de toute personne chargée d'un service public, s'applique naturellement aux individus mentionnés dans l'art. 265. Quant aux commis et préposés, voir l'article suivant.

Votre Commission vous propose, en conséquence, la suppression de l'article 265.

ART. 266.

Pour les motifs ci-dessus développés, nous proposons la suppression d'une partie du 2^e paragraphe de cet article.

Les commis et préposés d'une personne chargée d'un service public remplissent à leur tour un service public par délégation; ils sont donc compris dans la première partie de l'article. Ils doivent inspirer autant de confiance et ont les mêmes facilités pour opérer des recettes indues que la personne même qu'ils remplacent; ils doivent donc être punis de la même peine s'ils se rendent coupables de concussion.

ART. 267.

M. le Ministre de la Justice a proposé une rédaction nouvelle, d'après laquelle sont établis un maximum et un minimum pour chaque catégorie d'amende.

Votre Commission, par les motifs insérés à l'art. 235, propose, d'une manière générale, une amende de 50 francs à 1,000 francs.

ART. 268.

M. le Ministre de la Justice propose de substituer au mot *directement*, le mot *ouvertement*, parce que, dit-il, ce dernier mot est à la fois opposé à l'interposition des personnes et à la simulation, tandis que le mot *directement* ne forme antithèse qu'avec l'interposition d'une autre personne.

Votre Commission n'admet pas ce changement. On peut prendre un intérêt direct à une chose sans le prendre d'une manière ouverte et patente. Toute immixtion illicite, même cachée, doit être punie; si la loi exigeait qu'elle eût lieu ouvertement, cette condition pourrait parfois procurer l'impunité au coupable.

L'interdiction facultative dont M. le Ministre demande la suppression paraît devoir être maintenue, mais il faut ajouter les mots : *conformément à l'art. 45*.

ART. 269.

Votre Commission n'adopte pas cet article. Elle trouve très-prudente et très-sage la défense contenue dans l'article précédent, elle ne croit pas utile d'y introduire une exception.

L'art. 268 ne suppose pas nécessairement une intention frauduleuse, une recherche d'un gain illicite, mais il en prévoit la possibilité et veut avec raison en ôter et les occasions et la tentation.

L'art. 269 ferait disparaître en grande partie les avantages de l'art. 268; il ne maintiendrait qu'une défense relative, tandis que la défense doit être absolue; il ouvrirait la porte à la fraude, et ferait naître de graves difficultés d'application.

ART. 270.

Pourquoi punir spécialement les quelques fonctionnaires désignés dans cet article?—Pourquoi ériger en délit ce qui, pour d'autres fonctionnaires, n'est réprimé que par une peine disciplinaire? — Pourquoi ensuite borner la défense à quelques articles de commerce? Si un gouverneur fait le commerce des vins, il sera puni; mais il pourra impunément se livrer au commerce de la boucherie, qui peut avoir, dans certaines circonstances, des conséquences tout aussi fâcheuses que celles que l'article a en vue de prévenir.

Le Gouvernement est armé du droit de destituer les fonctionnaires civils; il est armé de moyens répressifs à l'égard des militaires qui s'écarteraient de leurs devoirs et des instructions reçues. Votre Commission considère conséquemment l'article comme inutile et dans tous les cas comme incomplet; elle vous en propose la suppression.

CHAPITRE V.

ART. 271, 272, 273.

Ces trois articles sont adoptés avec un changement de rédaction aux art. 272 et 273, consistant à substituer au mot *fonction* le mot plus général

de charge, et avec une interversion demandée par M. le Ministre, consistant à placer l'art. 273 avant l'art. 272; à rendre l'interdiction facultative dans le cas de ce dernier article et à ajouter à l'art. 271 les mots : *conformément à l'art. 45.*

ART. 274.

Cet article ne punit que la corruption ; il ne prévoit pas le cas où le juge a agréé des offres, des promesses, ou reçu des dons. Cette indécatesse, qui doit jeter des soupçons sur l'impartialité du juge et nuire à la considération de la justice, est réprimée par l'art. 271, qui se sert de l'expression générale de *fonctionnaires publics et personnes chargées d'un service public*, expression applicable aux magistrats de l'ordre judiciaire comme à ceux de l'ordre administratif, aux prud'hommes, jurés, etc.

Votre Commission vous propose une nouvelle rédaction pour l'art. 274. Puisque la corruption est punie en toutes matières, à quoi bon dire : en matière répressive et en matière civile ?

Il y a donc lieu de supprimer ces mots, ce qui permettra de rédiger l'article d'une manière plus concise. La suppression des art. 275 et 276 étant également proposée, votre Commission substitue dans tous les cas la peine des travaux forcés à celle de la réclusion.

ART. 275, 276

Ces articles, déployant une juste sévérité contre le crime très-grave qu'ils définissent, font en outre dépendre de la condamnation prononcée la hauteur de la peine, en ajoutant : *si par l'effet de la corruption l'accusé a été condamné à la détention, aux travaux forcés, etc.*

Votre Commission n'admet pas ce système, en voici les motifs :

Comment savoir si la condamnation a été prononcée par l'effet de la corruption ? Faudra-t-il pénétrer le secret des délibérations des magistrats, rechercher quels votes chacun a émis ? Ensuite les juges qui ont associé leurs voix à celle du juge qui s'est laissé corrompre, ont-ils nécessairement été entraînés par celui-ci ? N'ont-ils pas puisé leur conviction dans les éléments mêmes de la cause ? et dans ce cas on ne peut pas dire que la condamnation soit l'effet de la corruption. Enfin, subordonner la peine à la condamnation présente une autre anomalie. En matière pénale, il faut considérer et les intérêts de l'accusé et ceux de la société. — Or un juge qui, par suite de corruption, acquitte un coupable qui devait être condamné à la peine de mort, par exemple, cause à la société un plus grand préjudice que s'il acquittait indûment un accusé menacé seulement de la peine de la réclusion.

La minorité de votre Commission pense que ces inconvénients et ces anomalies seraient écartés, si l'on subordonnait la peine à l'accusation portée contre l'accusé, et à raison de laquelle, abstraction faite de la peine à prononcer éventuellement, la corruption a été pratiquée.

Elle a proposé en conséquence de rédiger comme suit les art. 275 et 276, en les réunissant :

« Si l'accusation à raison de laquelle la corruption a été pratiquée peut entraîner la peine de la détention de plus de dix ans des travaux forcés ou de la mort, le juge qui s'est

» laissé corrompre subira, dans les deux premiers cas, la peine des travaux forcés de dix ans à quinze ans et celle des travaux forcés à perpétuité dans le troisième.»

La majorité de votre Commission n'a point partagé cet avis; elle trouve la peine des travaux forcés convenable dans tous les cas, et elle vous propose, en supprimant les art. 275 et 276, de se borner à l'art. 274 tel qu'il a été modifié.

ART. 277, 278 et 279.

Tout ce que nous avons dit du juge s'applique au juré. Nous proposons en conséquence de réunir en un seul les art. 277, 278 et 279, et de le rédiger conformément à l'article précédent. Il n'y a pas de motifs pour faire une différence entre les matières politiques et de presse et les autres matières.

ART. 280.

Adopté.

ART. 281.

Dans cet article il ne s'agit ni de la corruption, ni de dons ou promesses. — Il s'agit uniquement de punir le sentiment qui a fait agir le juge, le juré, l'administrateur; mais il faudrait sonder les profondeurs du cœur humain pour découvrir et indiquer les entiments peu honorables ou peu avouables qui peuvent déterminer la décision d'un juge. Pourquoi se borner à signaler l'inimitié?

Le juge peut s'être décidé soit par inimitié soit par faveur contre ou pour une des parties, sans que la décision ait été conforme à l'avis de ce juge: faudra-t-il, après le jugement prononcé, aller rechercher comment a opiné chacun des juges?

Votre Commission croit donc devoir proposer la suppression de cet article qu'elle considère au moins comme inutile.

Si, contre son avis, il était admis, elle repousse au moins la différence qu'il fait entre une décision rendue par inimitié et une décision rendue par faveur, — car, dans ce dernier cas, l'adversaire du plaideur favorisé est lésé, tout comme il le serait s'il était victime de l'inimitié du juge. Et s'il s'agit de matière répressive, la société est lésée par un acquittement injustement prononcé.

ART. 282.

M. le Ministre de la Justice a fait, relativement à cet article, l'observation fort juste que dans cette phrase: ... *seront punis des mêmes peines que les fonctionnaires...* CONTRAINTS, ou *coupables de s'être laissés corrompre*, le mot *contraints* forme un contre-sens. En effet, le fonctionnaire contraint n'encourt aucune pénalité; il faut donc se borner à déclarer applicable la peine prononcée contre le fonctionnaire qui s'est laissé corrompre.

La rédaction proposée dans ce sens par M. le Ministre a été adoptée par votre Commission, qui supprime, dans le dernier paragraphe, les mots: *qui auront manqué leur effet*. Mots inutiles, car si la tentative a abouti, elle cesse d'être une tentative pour devenir la corruption ou la contrainte même.

ART. 283.

Dans le projet primitif, la confiscation était prononcée au profit des hospices; ces établissements ont été remplacés par le bureau de bienfaisance dans la rédaction actuelle.

Votre Commission pense qu'il serait préférable de mettre les objets confisqués à la disposition de l'administration communale, avec charge de les remettre soit aux hospices, soit aux bureaux de bienfaisance, suivant la nature des objets et les besoins de ces établissements.

Elle vous propose de modifier l'article dans ce sens.

CHAPITRE VI.

ART. 284, 285, 286.

Adoptés. — Votre Commission partage l'opinion développée par la Commission de la Chambre; il lui paraît évident que l'art. 285 est applicable dès qu'il a été obéi aux réquisitions ou à l'ordre. C'est un effet que ces actes ont produit, et, comme le dit Chauveau, *dès que la force publique est réunie pour accomplir un objet illégitime, la société est menacée.*

ART. 287.

Le projet proposait d'élever la peine au maximum dans le cas de l'art. 287.

On a remplacé cette disposition par celle-ci : *en élevant le minimum de la peine aux deux tiers de la distance qui le sépare du maximum.*

Le fait paraît assez grave à votre Commission pour mériter le maximum de la peine, que pourront toujours mitiger les circonstances atténuantes dans des cas exceptionnels.

Elle ne voit donc aucun motif pour réduire ce maximum, et dans aucun cas elle ne pourrait admettre une rédaction qui lui paraît peu conforme au style législatif ordinaire. — Elle propose de rétablir l'article primitif en le rédigeant comme suit :

« *Tout fonctionnaire ou officier public, tout administrateur, agent ou préposé du*
» *Gouvernement ou de la police, tout exécuteur des mandats de justice ou des jugements, tout*
» *commandant en chef ou en son ordre de la force publique, qui, dans l'exercice ou à l'oc-*
» *casion de l'exercice de ses fonctions, aura, sans motif légitime, usé ou fait user de violences*
» *envers les personnes, sera puni du maximum de la peine portée contre ces faits, selon*
» *leur nature et leur gravité.* »

ART. 288.

Adopté avec la substitution proposée par M. le Ministre de la Justice, des mots : « *membres d'un corps administratif,* » à ceux-ci : *autorité administrative.*

ART. 289.

Les lois ont réglé tout ce qui a rapport aux réquisitions à faire par l'autorité civile. Les devoirs respectifs y sont tracés. A l'autorité civile le droit de

requérir, à l'autorité militaire le droit de décider la question du nombre, du caractère de la force publique et du mode à employer pour la faire agir.

Le mot *légalement* comprend toutes ces distinctions qu'il est inutile d'énumérer ici.

ART. 290.

Cet article reproduit un principe déjà antérieurement développé et admis.

Il n'est question dans cet article que d'un acte contraire à la loi. Cette expression s'applique vraisemblablement dans la pensée des auteurs du projet, et aux lois proprement dites et aux arrêtés royaux. Néanmoins ces deux expressions se trouvant dans plusieurs articles précédents auxquels l'art. 290 se réfère, il est nécessaire de les reproduire aussi dans celui-ci.

CHAPITRE VII.

ART. 291.

La poursuite était facultative sous le Code actuel ; elle devient obligatoire maintenant, ce qui est conforme aux règles tracées pour la poursuite de tous les autres délits.

ART. 292.

Il n'y a d'observations à faire qu'en ce qui concerne les fonctions temporaires ou électives. L'article ne punit que celui qui en aura continué l'exercice après avoir été remplacé.

Cette expression n'est pas exacte. Un membre des Chambres, par exemple, qui n'aurait pas été remplacé, par une circonstance quelconque, ne pourrait évidemment pas continuer à siéger. Un membre d'un conseil communal, au contraire, qui serait remplacé, doit continuer à siéger tant que les pouvoirs de son successeur n'ont pas été vérifiés. (Art. 58 l. c.).

Votre Commission vous propose de scinder l'article en deux paragraphes. Le dernier serait ainsi conçu : « *Subira la même peine tout fonctionnaire public, électif ou temporaire, qui aura continué à exercer ses fonctions après leur cessation légale.* »

CHAPITRE VIII.

Votre Commission, comme celle de la Chambre des Représentants, exprime le regret qu'on n'ait pas consigné dans le chapitre 8 toutes les dispositions pénales relatives à la tenue des actes de l'état civil. Elle reconnaît, du reste, qu'il est convenable de modifier dès à présent les articles du Code pénal qui régissent en partie cet objet, sauf à reporter plus tard dans ce Code les dispositions du Code civil qui seront reconnues ne pas être à leur place dans ce dernier.

ART. 295.

Adopté. (Art. 192 du Code pénal actuel.)

ART. 294, 295, 296.

Ces articles sont tirés en partie du Code civil, en partie du Code pénal et en partie des lois des 8 janvier 1817 et 8 mai 1847. Il convient de les diviser d'après la nature des infractions qu'ils punissent ; de placer dans un article les faits de négligence punis d'une amende, et dans un autre article les faits contenant des infractions plus graves qui doivent être punies de l'emprisonnement.

La seule disposition de ces articles qui peut donner matière à des observations est celle de l'art. 296.

L'officier de l'état civil doit exiger la preuve que celui qui se présente pour contracter mariage a satisfait à ses obligations relativement à la milice nationale ; sans cette preuve, il ne peut pas procéder à la célébration du mariage.

Nous n'avons pas à rechercher, à propos du Code pénal, si les lois sur la milice doivent être modifiées ; nous devons nous borner à coordonner, avec le système général du Code, les dispositions prohibitives qui se trouvent dans ces lois concernant l'état civil.

A dix-huit ans le Belge peut contracter mariage. (Art. 44 C. c.)

Il ne doit s'inscrire pour la milice qu'à dix-neuf ans. (Loi du 8 mai 1847.)

S'il se marie avant cette dernière époque, il n'a évidemment aucun certificat à fournir, mais le mariage ne l'exemptera pas du service de la milice. (ART. 4 de la loi du 8 mai 1847).

Si celui qui se présente pour contracter mariage a dépassé l'âge où un service quelconque peut être exigé de lui du chef de la milice, il ne devra rencontrer aucun obstacle de la part de l'officier de l'état civil.

Un membre aurait voulu consigner ces exceptions dans la loi même, en disant :

« A moins que le futur n'ait pas atteint ou ait dépassé l'âge où le service de la milice nationale peut être obligatoire. »

Mais la majorité croit cet amendement inutile, elle considère ces exceptions comme étant de droit, sans avoir besoin d'être expressément consacrées.

D'après ces observations, votre Commission vous propose de ne conserver que deux articles et de les rédiger comme suit :

ART. 294.

- « Sera puni d'une amende de vingt-six francs à cinq cents francs l'officier de l'état civil qui a négligé d'insérer dans l'acte de mariage les consentements ou les actes respectueux requis par la loi ;
- » Qui a procédé au mariage sans s'être assuré de l'existence de ces consentements ou de ces actes respectueux ;
- » Qui a reçu un acte de mariage, dans le cas de l'art. 228 du Code civil et avant le terme prescrit par cet article ;
- » Qui a procédé au mariage sans exiger la preuve que le futur a satisfait aux lois sur la milice nationale.

ART. 295.

- » Sera puni d'un emprisonnement de trois mois à un an et d'une amende de cinquante francs à cinq cents francs, l'officier de l'état civil qui a célébré un mariage contre le gré des personnes dont le consentement est requis. »

ART. 297.

Pour éviter toute équivoque, au lieu de : *en cas de récidive*, M. le Ministre propose de dire :

« *En cas de nouvelle infraction de l'espèce prévue par les articles précédents.* »

Votre Commission repousse tout l'article ; elle ne voit aucune nécessité à établir dans ce cas une récidive spéciale.

ART. 298.

Votre Commission vous propose la suppression de cet article, qu'elle regarde comme tout à fait inutile.

ART. 299.

Conformément aux observations développées à l'art. 287, votre Commission vous propose de prononcer le maximum de la peine contre les fonctionnaires publics dans les cas prévus par l'art. 299.

CHAPITRE IX.

Votre Commission vous propose de rétablir l'intitulé primitif, d'après les motifs qui seront ultérieurement développés.

ART. 300 et 301.

La défense consignée dans l'art. 16 de la Constitution trouve une sanction pénale dans les articles qui vous sont soumis. Or, que défend la Constitution ? La célébration du mariage religieux avant le mariage civil ; c'est donc cette célébration anticipée que la loi doit seule punir.

Il peut sans doute exister des circonstances où la bénédiction nuptiale, même avant le mariage civil, soit pour le prêtre un devoir de conscience : aussi la Constitution permet-elle d'établir des exceptions à la règle qu'elle prescrit ; mais tant que ces exceptions ne sont pas créées par la loi, la disposition répressive doit être générale.

Toutefois, il est bien entendu qu'il s'agit uniquement de punir la célébration à laquelle le prêtre a volontairement procédé ; mais, qu'il ne peut être question de punir un prêtre, pris en quelque sorte à l'improviste, et devant lequel deux de ses paroissiens déclarent, en présence de témoins, vouloir s'unir, ce qui constitue un mariage valable aux yeux de la loi canonique.

L'article qui vous est soumis va, du reste, plus loin que la Constitution, puisque, même dans le cas où le mariage civil aurait été préalablement célébré, il punit néanmoins le ministre du culte qui n'aurait pas exigé la production d'un acte de mariage antérieurement reçu par un officier de l'état civil. Le ministre du culte a évidemment intérêt à demander cette justification, pour couvrir sa responsabilité ; mais si, de toute autre manière, il a acquis la conviction que la célébration du mariage civil a eu lieu, pourquoi le punir s'il a procédé alors au mariage religieux dans les conditions voulues par la Constitution ? A la Chambre des Représentants, il a été déclaré, il est vrai, que l'article ne devait pas être entendu dans ce sens ; mais cette déclaration est insuffisante en présence des termes formels de la loi.

Votre Commission croit, pour ces infractions, comme pour celles dont

peuvent se rendre coupables les officiers de l'état civil, qu'il ne faut pas punir spécialement la récidive.

Elle remplace en outre l'emprisonnement par une amende. L'article serait rédigé comme suit :

« Sera puni d'une amende de cinquante francs à cinq cents francs tout ministre d'un culte qui, hors les cas formellement exceptés par la loi, procédera à la bénédiction nuptiale avant la célébration du mariage civil. »

Un membre a voté contre l'article, qu'il croit peu compatible avec les règles de la justice et avec la liberté des cultes, il formulera son opinion dans une note qui sera annexée au présent rapport sous la lettre A.

ART. 502.

Avant d'aborder la discussion de l'article même qui vous est soumis, votre Commission croit devoir vous présenter quelques considérations sur les questions constitutionnelles que cet article soulève.

On fait une première objection ; on prétend que cet article viole le principe d'égalité devant la loi, consacré par l'art. 6 de la Constitution. On ne peut, dit-on, créer des délits spéciaux pour une certaine catégorie de citoyens, ni punir chez les uns ce qui est innocent chez les autres.

Sans doute, le principe de l'égalité de tous devant la loi doit être respecté ; mais ce principe veut seulement que, dans les mêmes conditions, les citoyens soient traités de même, et par la loi pénale et par la loi civile.

Des traitements différents ne sont donc pas toujours une violation du principe de l'égalité constitutionnelle ; ils doivent même exister dans deux circonstances :

1^o Quand le délit ne peut être commis que par une certaine catégorie de personnes. Il faut bien alors les désigner et les punir spécialement, à moins de consacrer non l'égalité, mais l'impunité pour quelques-uns. Par exemple, s'il s'agit de la célébration du mariage religieux avant le mariage civil, a-t-on jamais songé à soutenir qu'il soit inconstitutionnel de porter, dans ce cas, une peine qui ne sera applicable qu'au prêtre seul ?

2^o Si le fait n'acquiert assez de gravité pour être classé parmi les délits que lorsqu'il est commis par certaines personnes et dans certaines situations.

N'oublions pas que c'est l'intérêt social qui guide le législateur ; qu'il ne peut conséquemment ériger en délit que ce qui trouble l'ordre public ou compromet la sécurité et les droits de la société et des individus ; mais que tout ce qui a ces caractères doit nécessairement être rangé au nombre des faits qualifiés délits par la loi pénale.

Maintenant si l'on reconnaît que des discours prononcés par des ministres de culte dans l'exercice de leurs fonctions, par des professeurs dans leur chaire, ou par d'autres personnes dans des positions analogues, sont de nature à exercer sur l'auditoire auquel ils s'adressent une influence telle qu'ils peuvent, dans certains cas donnés, créer des dangers pour la société, voudrait-on les soustraire à toute pénalité par les motifs que de pareils discours, émanés de simples particuliers, ne présentent aucun danger, et ne doivent conséquemment pas encourir la sévérité de la loi pénale ?

La majorité de votre Commission ne le pense pas, et la Constitution elle-même lui fournit un argument à l'appui de son opinion.

L'art. 14 suppose la possibilité de délits commis à l'occasion de l'usage de la liberté des cultes et de la parole; il y a donc des délits que l'usage de ces libertés peut seul produire, et ces délits ont nécessairement un caractère spécial, soit par leur nature, soit à raison des personnes qui les commettent. — Eh bien, dans ces circonstances, la Constitution elle-même a proclamé la nécessité de la répression.

La possibilité constitutionnelle d'une répression spéciale admise, reste à examiner la question, beaucoup plus grave, de savoir si cette répression doit être prononcée et dans quelles limites elle doit l'être pour rester fidèle à l'esprit de l'art. 14 de la Constitution.

Cet article consacre d'une manière complète la liberté des cultes, celle de leur exercice public et la liberté de manifester ses opinions en toute manière. Telles sont les garanties données à la liberté; nous avons vu que la garantie donnée à l'ordre public consiste dans la répression des délits commis à l'occasion de l'usage de ces libertés.

Non-seulement la Constitution ne permet pas d'apporter de restriction préventive à cet usage, mais elle n'autorise même à le punir que s'il dégénère en délit.

C'est à la loi répressive qu'il appartient de donner ce caractère aux faits qu'elle punit, mais elle ne doit pas le donner arbitrairement; elle ne doit réprimer, comme nous l'avons déjà dit, que les faits dont la punition est réclamée par l'intérêt social.

Le législateur manquerait donc à sa mission, s'il portait des peines contre des faits innocents ou du moins contre des faits sans importance, en leur donnant erronément la qualification de délits. Il manquerait doublement à sa mission si, cédant à la même erreur, il punissait des faits qui, non-seulement seraient innocents, mais qui constitueraient même l'exercice d'un droit consacré par la Constitution.

Ainsi, pour rentrer dans la question qui nous occupe, nous disons : Les ministres des cultes ont de nombreux devoirs à remplir, non-seulement quant aux cérémonies du culte proprement dit, mais encore quant aux enseignements moraux et religieux qu'ils doivent donner, et quant à la charité, dont ils doivent provoquer le développement, dans l'intérêt bien entendu de toutes les classes de la société.

Eh bien, si, sous le prétexte que le prêtre manque au respect dû à tous les cultes, en attaquant celui qu'il ne professe pas, on lui impute à délit de défendre la vérité exclusive de sa religion ;

Si, sous le prétexte qu'il critique les lois et les actes administratifs, en détournant les parents de mettre leurs enfants dans des établissements d'instruction où la pensée philosophique remplace la pensée religieuse, on lui impute à délit de présenter comme seul bon l'enseignement basé sur le dogme catholique ;

Si, sous le prétexte qu'en mettant sur le second plan la charité officielle pour lui préférer la charité privée, il s'attaque au système que des lois récentes ont consacré, on lui impute à délit de déplorer les entraves que rencontre l'exécution de certains actes de libéralité; nous le demandons, cela sera-t-il juste, utile, constitutionnel? La majorité de votre Commission ne le pense pas.

Après cette discussion préliminaire, où nous avons recherché les principes

qui doivent servir de base à la législation pénale pour qu'elle soit en rapport avec la liberté constitutionnelle, nous pouvons aborder l'examen même de l'article proposé.

L'article du projet primitif portait :

« *Les ministres des cultes qui prononceront, dans l'exercice de leur ministère, et en*
» *assemblée publique, des discours contenant la critique ou la censure du Gouvernement,*
» *d'une loi, d'un arrêté royal, ou de tout autre acte de l'autorité publique, seront*
» *punis, etc., etc.* »

La Commission de la Chambre, afin, dit-elle, de ne laisser aucun doute sur la nécessité de l'intention coupable pour constituer le délit, proposa la rédaction suivante :

« *Les ministres des cultes qui, dans des discours prononcés dans l'exercice de leur*
» *ministère, et en assemblée publique, auront attaqué le Gouvernement, une loi, un arrêté*
» *royal, ou tout autre acte de l'autorité publique, seront punis, etc., etc.* »

Cet article n'a pas été voté, et la rédaction qui a été définitivement adoptée par la Chambre, punit non-seulement les discours, mais encore les écrits lus qui contiendraient la critique ou la censure des actes du Gouvernement; l'article les punit dès que le discours a été prononcé ou la lecture faite, soit dans les édifices du culte, soit dans des cérémonies ou des exercices religieux, sans considérer qui est l'auteur du discours ou de la lecture.

Dans les églises et les temples, les ministres des cultes seuls prononcent des discours; l'expression générale *quiconque*, substituée dans l'article aux mots : *ministre du culte*, n'a donc pas de raison d'être; et la disposition n'en reste pas moins spéciale, quoique conçue en termes généraux. Il est vrai que dans une cérémonie religieuse, lors d'une inhumation, par exemple, des discours peuvent être prononcés par des laïques; mais quel motif y a-t-il de punir un laïque uniquement à cause de l'endroit où il a parlé. Prononcé dans un lieu d'inhumation ou à l'occasion d'une inhumation, le discours sera coupable; prononcé sur la place publique ou dans un meeting, il sera innocent. C'est une première modification que devrait subir l'article. Il faudrait, s'il était adopté, lui rendre sa portée primitive, et reconnaître, par les termes mêmes, qu'il ne concerne que les ministres des cultes.

Ce sont non-seulement les discours qu'il prononce, mais encore les écrits qu'il lit, qui peuvent attirer sur le ministre du culte la sévérité de la loi.

Cette mention d'écrits lus ne se trouvait ni dans l'article primitif, ni dans l'article du Code français auquel l'article en discussion est en partie emprunté; cette mention remplace les articles qui s'occupaient des instructions pastorales.

Votre Commission considère cette addition comme contraire à l'art. 16 de la Constitution.

Une longue discussion a eu lieu à la Chambre sur le sens de cet article, des citations ont été produites, des autorités ont été invoquées; nous pourrions recommencer ce travail, mais nous le croyons sans utilité, le texte de l'article étant assez clair par lui-même pour ne pouvoir laisser aucun doute sur le sens de la disposition.

Les ministres d'un culte quelconque ont le droit de correspondre avec leurs supérieurs, aucune défense ne peut leur être faite à ce sujet. Cette dis-

position est générale, elle comprend les correspondances à l'intérieur comme celles à l'extérieur du pays.

Cette liberté, que l'on pourrait appeler de droit commun, a dû être écrite dans la Constitution, à cause des entraves que des législations peu libérales avaient mises à ces correspondances.

A cette liberté de correspondance en est ajoutée une autre : celle, pour les ministres de culte, de publier, sans devoir obtenir aucune autorisation préalable, tous les actes de leurs supérieurs.

Cette disposition est également générale. De quel droit la restreindrait-on aux actes émanés de la cour de Rome ?

On dira peut-être que la publication des bulles et des décrets était seule soumise à une autorisation préalable, et que conséquemment ce sont les seuls actes qu'on a eus en vue dans l'art. 16 ; mais outre qu'il est impossible d'admettre une interprétation contraire à un texte formel, il y a dans l'article même des expressions qui combattent cette interprétation restrictive et qui justifient la nôtre.

Les ministres des cultes sont autorisés à publier les actes *de leurs supérieurs*, ce qui indique clairement les différents chefs dans l'ordre hiérarchique, et non uniquement le chef suprême, le souverain pontife, pour les ministres du culte catholique romain.

Ensuite, l'article ne se borne pas à permettre aux ministres du culte de publier les actes de leurs supérieurs, il garantit aussi que ces actes ne seront soumis, quant à la répression, qu'au droit commun, et que les ministres du culte encourront seulement la responsabilité ordinaire en matière de presse et de publication.

Si l'on fait une distinction, quant à l'application de la loi pénale, entre la publication d'une bulle du saint-père et une instruction d'un évêque, il en résultera que le curé, lisant en chaire une encyclique contenant une censure non-seulement des actes du Gouvernement, mais même de nos institutions, des principes de notre organisation politique, serait à l'abri de toute peine, et qu'il serait, au contraire, passible d'emprisonnement s'il lisait une instruction pastorale dans laquelle se trouverait une critique, même modérée, d'actes du Gouvernement, que l'évêque signalerait comme hostiles aux intérêts catholiques.

Ces courtes observations suffisent pour faire voir que l'art. 16 ne comporte pas une interprétation restrictive ; et l'on est ainsi amené à reconnaître que le prêtre qui lit une instruction qu'il reçoit à cette fin de son évêque et qui remplit ainsi une mission obligatoire pour lui, ne peut être soumis à d'autres pénalités qu'à celles dont est passible l'auteur même de l'instruction, c'est-à-dire à la pénalité ordinaire en matière de presse et de publication.

La loi ne pourrait donc s'occuper d'une manière exceptionnelle que des discours prononcés, dans l'exercice de leurs fonctions, par les ministres des cultes.

On propose de porter une peine si ces discours contiennent la critique ou la censure du Gouvernement, d'une loi, etc.

Cette disposition ne nous paraît pas admissible en présence de l'article 14 de la Constitution.

Cet article garantit à tout citoyen, de la manière la plus large, la liberté de manifester ses opinions en toute matière. Aucun acte, quelle que soit l'au-

torité ou la source dont il émane, n'est excepté. Ce droit de chaque citoyen peut librement s'exercer sur les lois, les arrêtés et les autres mesures du Gouvernement.

Or ce droit, constitutionnellement reconnu, comprend nécessairement celui de critiquer et de censurer, qui n'est en définitive qu'un mode de manifester son opinion. L'on serait donc virtuellement privé de ce droit si, quant aux actes du Gouvernement, on était réduit au silence ou à l'éloge.

Sans doute, la critique et la censure, suivant la forme qu'on leur donne et les termes qu'on emploie, peuvent dégénérer en délits s'il en résulte un dommage pour l'ordre public ou une lésion pour des tiers, mais alors elles tombent sous l'application d'autres articles qui punissent l'injure, la calomnie, la provocation à la révolte, etc.

Cette première objection, qui nous paraît péremptoire, suffirait seule pour faire repousser l'article. Nous croyons néanmoins utile d'examiner sommairement quelques-unes des considérations qu'on a fait valoir en faveur de la disposition proposée.

L'on dit d'abord : Il n'est ni convenable, ni utile pour la religion, que les prêtres traitent en chaire des questions politiques; on ajoute que l'article sera un frein salutaire pour les détourner de s'occuper d'intérêts étrangers à ceux qui leur sont confiés.

S'il s'agit de matières exclusivement politiques, les prêtres doivent évidemment s'abstenir de les traiter; les évêques seraient les premiers à leur rappeler ce devoir, s'ils s'en écartaient. C'est là, du reste, une question d'intérêt religieux que le législateur n'a pas à trancher par une disposition pénale.

Sous prétexte de défendre l'intérêt religieux, on ne peut pas mettre indirectement les prêtres hors la loi, hors la Constitution; oserait-on proposer une disposition portant : « *Par dérogation à l'art. 14 de la Constitution, il est défendu aux prêtres de manifester en chaire leur opinion sur des matières politiques?* » Non sans doute. Or, comment serait-il permis de faire d'une manière détournée ce que l'on ne pourrait pas faire ouvertement?

Nous avons parlé jusqu'ici des matières exclusivement politiques, mais combien de matières politiques ont un côté qui les rattache à un intérêt moral ou religieux! Veut-on interdire aux prêtres de s'en occuper parce que la politique peut y être mêlée? Mais alors on se heurte à une autre partie de l'article 14, à celle qui garantit le libre exercice du culte. Le culte serait-il libre, en effet, si ses ministres ne pouvaient pas librement s'exprimer sur tous les sujets moraux et religieux, défendre les droits de l'Église, signaler les tendances et les actes qui leur sont hostiles ou seulement nuisibles?

La menace contenue dans l'article qui vous est soumis peut être un obstacle à l'accomplissement de ce devoir; cet article entrave donc la liberté des cultes; et l'ordre public a plus à perdre qu'à gagner à ce que la loi dise aux prêtres : Vous ne traiterez aucun sujet moral ou religieux dès que, de près ou de loin, il se rattache à une question politique.

On argumente ensuite de la position spéciale faite au prêtre : Personne ne peut troubler les exercices du culte; le silence de son auditoire lui est ainsi garanti. Il parle sans contradicteurs possibles, la loi doit donc défendre les absents qu'il peut injustement attaquer.

Nous dirons d'abord que le silence imposé à l'auditoire ne peut pas faire

naître un délit là où les caractères d'un délit ne se rencontrent pas. Ce respect commandé dans l'intérêt de la dignité du culte, n'est donc pas de nature à exercer d'influence sur la question qui nous occupe.

Dans les tribunaux, dans les assemblées délibérantes, le silence est aussi commandé au public; dans celle-ci même les députés sont inviolables, toute voie de recours est enlevée à ceux qui se croiraient lésés par des opinions émises au sein de la Représentation nationale; le prêtre ne jouit pas du même privilège, et personne ne songe à le réclamer pour lui; mais, puisqu'il reste dans le droit commun relativement aux poursuites dont il peut être l'objet à raison des discours offensants ou calomnieux qu'il aurait prononcés, ceux qu'il aurait injustement attaqués ne sont pas désarmés, et, dans la prétendue intention de leur venir en aide, on ne peut interdire aux prêtres des critiques qui n'ont rien de calomnieux ni d'offensant.

Comment serait accueillie une proposition tendante à prononcer une pénalité contre un bourgmestre qui publiquement, au sein du conseil communal, ferait la censure des actes de son curé qu'il croirait contraire aux intérêts communaux? Évidemment il n'y aurait qu'une voix pour repousser cette proposition. Comment ne repousserait-on pas avec la même énergie celle qui défendrait à un prêtre, sous peine d'emprisonnement, la critique d'actes qu'il croirait contraires aux intérêts qu'il a mission de défendre?

Nous avouons, du reste, ne pas comprendre la logique qui fait conclure, de ce que l'on ne peut pas interrompre le prêtre qui critique un acte du Gouvernement, à la nécessité de punir cette critique; d'où la conséquence que si on pouvait immédiatement y répondre, elle ne devrait pas être autrement réprimée. Mais si la critique constitue par elle-même un délit, qu'on puisse y répondre ou non, il convient de la punir. L'injure, la calomnie qui, dans tout lieu public, peuvent attirer une réponse à celui qui les profère, cessent-elles d'être des délits parce que l'on y a répondu?

Celui ou ceux dont on critique publiquement les actes peuvent répondre publiquement à la critique; celui qui est injurié ou calomnié peut non-seulement répondre, il peut, en outre, dénoncer et faire punir l'auteur de la calomnie et de l'injure. C'est le droit commun, pourquoi ne pas le maintenir pour le prêtre comme il existe contre lui?

Celui qui, se croyant critiqué, injurié ou calomnié dans un discours prononcé en chaire par un prêtre, donnerait un démenti immédiat aux allégations ou aux allusions dont il se prétendrait l'objet, pourrait sans doute, dans la plupart des cas, être censé troubler l'exercice du culte et être puni; mais si, traduit de ce chef devant les tribunaux, il prouvait la fausseté de l'allégation articulée contre lui, que les tribunaux déclareraient-ils responsable du trouble occasionné?

La solution dépendrait évidemment de la question de savoir si le ministre des cultes est resté dans son droit, dans les convenances et dans la vérité.

Enfin, si l'on ne punit pas la critique faite par le prêtre des actes de l'autorité on craint que, notamment dans les communes rurales, un curé, en désaccord avec le conseil communal, n'ameute contre celui-ci les habitants et ne provoque ainsi des troubles dans la commune. Si même cette crainte était fondée, elle ne justifierait pas la violation de l'art. 14 de la Constitution; mais est-elle réellement fondée? Non sans doute, car nous ne demandons l'impunité ni de l'in-

jure, ni de l'outrage, ni de la calomnie, ni d'une provocation coupable quelconque, nous nous bornons à demander qu'on respecte le principe constitutionnel et qu'on ne sévise pas contre une manifestation d'opinion; en d'autres termes, qu'on n'érige pas en délit une simple critique, une simple censure.

Ne nous défions pas de la liberté; ne l'étouffons pas de crainte de quelques écarts; il y aurait bien plus de danger, au point de vue moral et social, à mettre des entraves à la liberté des ministres des cultes, qu'à les laisser parfois s'égarer dans des discussions politiques.

La majorité de votre Commission vous propose, en conséquence, le rejet de l'article. Elle croit, du reste, que si, d'un côté, l'article va trop loin, de l'autre, il ne montre pas assez de sévérité.

Cet article punit exceptionnellement une chose parfaitement licite : la critique et la censure; mais, quant aux délits ordinaires, il laisse le ministre des cultes sur la même ligne que le simple particulier, même si les crimes ou délits ont été commis pendant que le ministre des cultes exerçait ses fonctions.

La majorité de votre Commission pense qu'il y a lieu de faire à cet égard une différence, et qu'il convient de punir plus sévèrement qu'un particulier le ministre des cultes, soit qu'il abuse de son ministère pour commettre un crime ou un délit, soit qu'il profane son caractère et en méconnaisse la dignité en se rendant coupable, dans l'exercice de ses fonctions, d'une action criminelle, qui acquiert de cette circonstance un haut degré de gravité.

Il est inutile de spécifier aucun crime ou aucun délit; il faut les englober tous dans une disposition générale et dire : *Tout ministre des cultes qui, dans l'exercice de son ministère, se rendra coupable d'un crime ou d'un délit, sera puni du maximum de la peine attachée à ce crime ou à ce délit.*

Cet article, que vous propose la majorité de votre Commission, est plus complet que celui dont nous demandons la suppression; tout en respectant les principes constitutionnels, il mesure mieux la peine d'après la gravité du délit et offre ainsi bien plus de garantie à la société et à l'ordre public.

Deux membres se sont réservés d'exprimer leur opinion sur la question traitée dans des notes qui seront annexées au présent rapport, sous les lettres *B* et *C*.

ART. 303 et 304.

Ces articles paraissent inutiles, les art. 1 et 2 du décret du 20 juillet 1831, joints aux articles du chapitre 3 du présent livre, ont suffisamment pourvu à la répression que demande l'intérêt social.

La majorité de votre Commission vous propose, en conséquence, d'adopter le 4^e titre du 2^e livre du Code pénal avec les amendements consignés en marge du projet ci-contre, et en modifiant les intitulés du titre 4 et du chapitre 9.

Le Président-Rapporteur,
D'ANETHAN.

PROJET
adopté par la Chambre des Représentants.

LÉOPOLD, ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, SALUT.

Les Chambres ont adopté et nous sanctionnons ce qui suit :

TITRE IV.

DES CRIMES ET DES DÉLITS CONTRE L'ORDRE PUBLIC, COMMIS PAR DES FONCTIONNAIRES DANS L'EXERCICE DE LEURS FONCTIONS, ET DES INFRACTIONS COMMISES DANS L'EXERCICE DU CULTE.

CHAPITRE PREMIER.

De la coalition des fonctionnaires.

ART. 254.

Tout concert de mesures contraires aux lois, pratiqué soit par la réunion d'individus ou de corps dépositaires de quelque partie de l'autorité publique, soit par députation ou correspondance entre eux, sera puni d'un emprisonnement d'un mois à six mois, et les coupables pourront être condamnés, en outre, à l'interdiction du droit de remplir des fonctions, emplois ou offices publics.

ART. 255.

Si, par l'un des moyens exprimés à l'article précédent, il a été concerté des mesures contre l'exécution d'une loi ou d'un arrêté royal, la peine sera un emprisonnement de six mois à cinq ans, et l'interdiction des droits mentionnés aux trois premiers numéros de l'art. 43.

Si le concert a eu lieu entre les autorités civiles et les corps militaires ou leurs chefs, ceux qui l'auront provoqué seront punis de la détention de dix ans à quinze ans; les autres coupables seront punis de la détention de cinq ans à dix ans.

ART. 256.

Dans le cas où les autorités civiles auraient formé avec les corps militaires ou leurs chefs un complot attentatoire à la sûreté de l'État, les provocateurs de ce complot seront punis

AMENDEMENTS
de la Commission du Sénat.

LÉOPOLD, ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, SALUT.

Les Chambres ont adopté et nous sanctionnons ce qui suit :

TITRE IV.

DES CRIMES ET DES DÉLITS CONTRE L'ORDRE PUBLIC, COMMIS PAR DES FONCTIONNAIRES DANS L'EXERCICE DE LEURS FONCTIONS OU PAR DES MINISTRES DES CULTES DANS L'EXERCICE DE LEUR MINISTÈRE.

CHAPITRE PREMIER.

De la coalition des fonctionnaires.

ART. 254.

Tout concert de mesures contraires aux lois ou à des arrêtés royaux, pratiqué soit par la réunion d'individus ou de corps dépositaires de quelque partie de l'autorité publique, soit par députation ou correspondance entre eux, sera puni d'un emprisonnement d'un mois à six mois.

Les coupables pourront en outre être condamnés à l'interdiction du droit de remplir des fonctions, emplois ou offices publics.

ART. 255.

Si, par l'un des moyens exprimés à l'article précédent, il a été concerté des mesures contre l'exécution d'une loi ou d'un arrêté royal, la peine sera un emprisonnement de six mois à cinq ans.

Les coupables pourront en outre être condamnés à l'interdiction des droits mentionnés aux trois premiers numéros de l'art. 43.

Si le concert a eu lieu entre les autorités civiles et les corps militaires ou leurs chefs, ceux qui l'auront provoqué seront punis de la détention de dix ans à quinze ans; les autres, de la détention de cinq ans à dix ans.

ART. 256.

Dans le cas où les autorités civiles auraient formé avec les corps militaires ou leurs chefs un complot attentatoire à la sûreté de l'État, les provocateurs seront punis de la détention

de la détention extraordinaire, et les autres coupables seront condamnés à la détention de dix ans à quinze ans.

ART. 257.

Seront punis d'un emprisonnement d'un mois à deux ans et d'une amende de cent francs à cinq cents francs, les fonctionnaires qui, par suite de concert, auront donné des démissions dans le but d'empêcher ou de suspendre, soit l'administration de la justice, soit l'accomplissement d'un service légal.

Les coupables pourront être condamnés, en outre, à l'interdiction du droit de remplir des fonctions, emplois ou offices publics.

CHAPITRE II.

De l'empiètement des autorités administratives et judiciaires.

ART. 258.

Seront punis d'un emprisonnement d'un mois à deux ans, d'une amende de cinquante francs à cinq cents francs et de l'interdiction des droits indiqués aux n^{os} 1, 2 et 3 de l'article 45 :

1^o Les juges, les procureurs généraux, les procureurs du roi ou leurs substituts, les officiers de police judiciaire, qui se seront immiscés dans l'exercice du pouvoir législatif, soit par des règlements contenant des dispositions législatives, soit en arrêtant ou suspendant l'exécution d'une ou de plusieurs lois, soit en délibérant sur le point de savoir si ces lois seront exécutées ;

2^o Les juges, les procureurs généraux, les procureurs du roi ou leurs substituts, les officiers de police judiciaire, qui auraient excédé leur pouvoir en s'immisçant dans les matières attribuées aux autorités administratives, soit en faisant des règlements sur ces matières, soit en défendant d'exécuter les ordres émanés de l'administration.

ART. 259.

Les juges qui, lorsque l'autorité administrative est en cause devant eux, auront néanmoins procédé au jugement de l'affaire, malgré le conflit légalement soulevé par cette autorité et avant la décision de la Cour de cassation, seront punis chacun d'une amende de vingt-six francs à cinq cents francs.

Les officiers du ministère public qui auront fait des réquisitions ou donné des conclusions pour ledit jugement seront punis de la même peine.

extraordinaire, et les autres de la détention de dix ans à quinze ans.

ART. 257.

Seront punis d'un emprisonnement d'un mois à deux ans et d'une amende de cent francs à cinq cents francs, les fonctionnaires qui, par suite de concert, auront donné des démissions dans le but d'empêcher ou de suspendre, soit l'administration de la justice, soit l'accomplissement d'un service légal.

Ils pourront être condamnés, en outre, à l'interdiction du droit de remplir des fonctions, emplois ou offices publics.

CHAPITRE II.

De l'empiètement des autorités administratives et judiciaires.

ART. 258.

Seront punis d'un emprisonnement d'un mois à deux ans, d'une amende de cinquante francs à cinq cents francs et de l'interdiction des droits indiqués aux n^{os} 1, 2 et 3 de l'article 45 :

1^o Les juges, les officiers du ministère public et de la police judiciaire qui se seront immiscés dans l'exercice du pouvoir législatif, soit par des règlements contenant des dispositions législatives, soit en arrêtant ou suspendant l'exécution d'une ou de plusieurs lois, soit en délibérant sur le point de savoir si ces lois seront exécutées ;

2^o Les juges, les officiers du ministère public et de la police judiciaire, qui auraient excédé leur pouvoir en s'immisçant dans les matières attribuées aux autorités administratives, soit en faisant des règlements sur ces matières, soit en défendant d'exécuter les ordres émanés de l'administration.

ART. 259.

Comme au projet.

ART. 260.

Les gouverneurs, commissaires d'arrondissement, bourgmestres et autres administrateurs qui se seront immiscés dans l'exercice du pouvoir législatif, comme il est dit au n° 1 de l'art. 258, ou qui se seront ingérés de prendre des arrêtés généraux tendant à intimier des ordres ou défenses quelconques à des cours ou tribunaux, seront punis d'un emprisonnement d'un mois à deux ans, d'une amende de cinquante francs à cinq cents francs et de l'interdiction des droits mentionnés aux trois premiers numéros de l'art. 43.

CHAPITRE III.

Des détournements et des concussion commises par des fonctionnaires publics.

ART. 261.

Tout fonctionnaire ou officier public, toute personne chargée d'un service public, qui aura détourné des deniers publics ou privés, ou effets en tenant lieu, ou des pièces, titres, actes, effets mobiliers, qui étaient entre ses mains, soit en vertu, soit à raison de ses fonctions, sera puni de la réclusion, si les choses détournées sont d'une valeur de cinq mille francs ou au-dessus.

Si les valeurs détournées sont au-dessous de cinq mille francs, la peine sera un emprisonnement de six mois à cinq ans et l'interdiction conformément à l'art 43.

ART. 262.

Lorsqu'il s'agit d'une recette ou d'un dépôt attaché à une place sujette à cautionnement, les peines portées par les deux paragraphes de l'article précédent ne seront respectivement appliquées qu'eu égard aux deniers ou effets détournés dont la valeur excède le montant du cautionnement fourni par le comptable ou le dépositaire.

Si le détournement n'excède pas le cautionnement, le coupable sera puni d'un emprisonnement d'un mois à six mois; dans les deux cas, il pourra être condamné à l'interdiction des droits mentionnés aux trois premiers numéros de l'art. 43.

ART. 263.

Tout fonctionnaire ou officier public qui aura méchamment ou frauduleusement détruit ou supprimé des actes ou titres dont il était dépositaire en cette qualité, sera puni des travaux forcés de dix ans à quinze ans.

ART. 260.

Les gouverneurs, commissaires d'arrondissement, bourgmestres et membres des corps administratifs qui se seront immiscés dans l'exercice du pouvoir législatif, comme il est dit au n° 1 de l'art. 258, ou qui se seront ingérés de prendre des arrêtés généraux tendant à intimier des ordres ou défenses quelconques à des cours ou tribunaux, seront punis d'un emprisonnement d'un mois à deux ans, d'une amende de cinquante francs à cinq cents francs et de l'interdiction des droits mentionnés aux trois premiers numéros de l'art. 43.

CHAPITRE III.

Des détournements et des concussion commises par des fonctionnaires publics.

ART. 261 et 262 réunis.

Sera puni de la réclusion tout fonctionnaire ou officier public, toute personne chargée d'un service public, qui aura détourné des deniers publics ou privés, ou effets en tenant lieu, ou des pièces, titres, actes, effets mobiliers qui étaient entre ses mains, soit en vertu, soit à raison de sa charge.

Si le détournement n'excède pas le cautionnement, le coupable sera puni d'un emprisonnement d'un mois à six mois; il pourra, en outre, être condamné à l'interdiction des droits mentionnés aux trois premiers numéros de l'art. 43.

ART. 263.

Seront punis de la réclusion tout fonctionnaire ou officier public, et toute personne chargée d'un service public, qui auront méchamment ou frauduleusement détruit ou supprimé des actes ou titres dont ils étaient

La peine sera la réclusion, si les actes ou titres détruits ou supprimés lui avaient été communiqués à raison de ses fonctions.

ART. 264.

Lorsqu'on aura soustrait ou détruit des pièces ou des procédures criminelles, soit d'autres papiers, registres, actes, ou effets contenus dans les archives, greffes ou dépôts publics, ou remis à un dépositaire public en cette qualité, le dépositaire coupable de négligence, sera puni d'un emprisonnement de huit jours à six mois, et d'une amende de cinquante francs à cinq cents francs, ou de l'une de ces peines seulement.

ART. 265.

Les agents préposés ou commis, soit du Gouvernement, soit des fonctionnaires ou officiers publics, soit de toute personne chargée d'un service public, qui se seront rendus coupables de détournements, destructions ou suppressions prévus par les art. 261 et 263, seront punis conformément à ces articles et suivant les distinctions qui y sont établies.

ART. 266.

Tous fonctionnaires ou officiers publics, et toutes personnes chargées d'un service public, qui se seront rendus coupables de concussion, en ordonnant de percevoir ou en exigeant ou recevant ce qu'ils savaient n'être pas dû ou excéder ce qui était dû pour droits, taxes, contributions, deniers, revenus ou intérêts, ou pour salaires ou traitements, seront punis d'un emprisonnement de six mois à cinq ans, et pourront être condamnés en outre à l'interdiction du droit de remplir des fonctions, emplois ou offices publics.

Si les auteurs des délits prévus par cet article sont des agents, préposés ou commis de fonctionnaires ou officiers publics, ou de personnes chargées d'un service public, ils seront punis d'un emprisonnement de deux mois à deux ans.

La peine sera de la réclusion, si la concussion a été commise à l'aide de violences ou de menaces.

ART. 267.

Dans les cas prévus par le présent chapitre, il sera prononcé une amende de vingt-six francs au moins, et dont le maximum sera de cinq cents francs lorsque le fait est puni de l'emprisonnement; de quinze cents francs, lorsqu'il est puni de la réclusion, et de trois

dépositaires en cette qualité, ou qui lui avaient été communiqués à raison de leur charge.

ART. 264.

Comme au projet.

ART. 265.

Supprimé.

ART. 266.

Tous fonctionnaires ou officiers publics, et toutes personnes chargées d'un service public, qui se seront rendus coupables de concussion, en ordonnant de percevoir ou en exigeant ou recevant ce qu'ils savaient n'être pas dû ou excéder ce qui était dû pour droits, taxes, contributions, deniers, revenus ou intérêts, ou pour salaires ou traitements, seront punis d'un emprisonnement de six mois à cinq ans, et pourront être condamnés en outre à l'interdiction du droit de remplir des fonctions, emplois ou offices publics.

La peine sera la réclusion, si la concussion a été commise à l'aide de violences ou de menaces.

ART. 267.

Dans les cas prévus par le présent chapitre, il sera prononcé une amende de cinquante francs à mille francs.

mille francs, lorsqu'il est puni des travaux forcés.

CHAPITRE IV.

De l'immixtion des fonctionnaires dans des affaires ou commerces incompatibles avec leur qualité.

ART. 268.

Tout fonctionnaire ou officier public, toute personne chargée d'un service public qui, soit directement, soit par interposition de personnes ou par actes simulés, aura pris ou reçu quelque intérêt que ce soit, dans les actes, adjudications, entreprises ou régies, dont il avait au temps de l'acte, en tout ou en partie, l'administration ou la surveillance, ou qui, ayant mission d'ordonner le paiement ou de faire la liquidation d'une affaire, y aura pris un intérêt quelconque, sera puni d'un emprisonnement de trois mois à deux ans et d'une amende de cinquante francs à trois mille francs.

Il pourra, en outre, être condamné à l'interdiction du droit de remplir des fonctions, emplois ou offices publics.

ART. 269.

La disposition de l'article précédent ne sera pas applicable au fonctionnaire, à l'officier ou à la personne chargée d'un service public, qui ne pouvait, en raison des circonstances, favoriser, par sa position, ses intérêts privés, et qui aura agi ouvertement.

ART. 270.

Tout commandant des divisions militaires, des provinces ou des places et villes, tout gouverneur ou commissaire d'arrondissement, qui aura, dans l'étendue des lieux où il a droit d'exercer son autorité, fait ouvertement, ou par des actes simulés, ou par interposition de personnes, le commerce des grains, grenailles, farines, substances farineuses, vins ou boissons, sera puni d'une amende de trois cents francs à cinq mille francs et de la confiscation des denrées appartenant à ce commerce.

CHAPITRE V.

De la corruption des fonctionnaires publics.

ART. 271.

Tout fonctionnaire ou officier public, toute personne chargée d'un service public, qui aura agréé des offres ou des promesses, ou reçu des

CHAPITRE IV.

De l'immixtion des fonctionnaires dans des affaires ou commerces incompatibles avec leur qualité.

ART. 268.

Tout fonctionnaire ou officier public, toute personne chargée d'un service public qui, soit directement, soit par interposition de personnes ou par actes simulés, aura pris ou reçu quelque intérêt que ce soit, dans les actes, adjudications, entreprises ou régies, dont il avait au temps de l'acte, en tout ou en partie, l'administration ou la surveillance, ou qui, ayant mission d'ordonner le paiement ou de faire la liquidation d'une affaire, y aura pris un intérêt quelconque, sera puni d'un emprisonnement de trois mois à deux ans et d'une amende de cinquante francs à trois mille francs.

Il pourra, en outre, être condamné à l'interdiction du droit de remplir des fonctions, emplois ou offices publics, conformément à l'art. 45.

ART. 269.

Supprimé.

ART. 270.

Supprimé.

CHAPITRE V.

De la corruption des fonctionnaires publics.

ART. 271.

Tout fonctionnaire ou officier public, toute personne chargée d'un service public, qui aura agréé des offres ou des promesses, ou reçu des

dons ou présents, pour faire un acte de sa fonction ou de son emploi, même juste, mais non sujet à salaire, sera puni d'un emprisonnement de huit jours à six mois et d'une amende de vingt-six francs à cinq cents francs.

Il sera puni d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de cinquante francs à mille francs, s'il a agréé des offres ou promesses, ou s'il a reçu des dons ou présents, soit pour faire, dans l'exercice de sa fonction ou de son emploi, un acte injuste, soit pour s'abstenir de faire un acte qui rentrait dans l'ordre de ses devoirs.

Le coupable pourra être condamné, en outre, à l'interdiction du droit de remplir des fonctions, emplois ou offices publics.

ART. 272.

Tout fonctionnaire ou officier public, toute personne chargée d'un service public qui, par offres ou promesses agréées, dons ou présents reçus, aura fait, dans l'exercice de ses fonctions, un acte injuste, ou se sera abstenu de faire un acte qui entrait dans l'ordre de ses devoirs, sera puni d'un emprisonnement de trois mois à trois ans, d'une amende de cent francs à trois mille francs et de l'interdiction, conformément à l'art. 45.

ART. 273.

Le coupable sera condamné à un emprisonnement d'un an à cinq ans, à une amende de deux cents francs à cinq mille francs et à l'interdiction, conformément à l'art. 45, s'il a agréé des offres ou promesses, ou reçu des dons ou présents pour commettre, dans l'exercice de ses fonctions, un crime ou un délit.

ART. 274.

Tout juge qui s'est laissé corrompre, soit en matière de répression, soit en matière civile, sera puni de la réclusion.

L'arbitre ou le prud'homme qui s'est laissé corrompre sera condamné à un emprisonnement d'un an à cinq ans et à l'interdiction, conformément à l'art. 45.

ART. 275.

Si, par l'effet de la corruption, l'accusé a été condamné à une détention de plus de dix ans ou aux travaux forcés, et que cette condamnation ait été mise à exécution, le juge qui s'est

dons ou présents, pour faire un acte de sa fonction ou de son emploi, même juste, mais non sujet à salaire, sera puni d'un emprisonnement de huit jours à six mois et d'une amende de vingt-six francs à cinq cents francs.

Il sera puni d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de cinquante francs à mille francs, s'il a agréé des offres ou promesses, ou s'il a reçu des dons ou présents, soit pour faire, dans l'exercice de sa fonction ou de son emploi, un acte injuste, soit pour s'abstenir de faire un acte qui rentrait dans l'ordre de ses devoirs.

Le coupable pourra être condamné, en outre, à l'interdiction du droit de remplir des fonctions, emplois ou offices publics, conformément à l'art. 45.

ART. 272.

Le coupable sera condamné à un emprisonnement d'un an à cinq ans, à une amende de deux cents francs à cinq mille francs et à l'interdiction, conformément à l'art. 45, s'il a agréé des offres ou promesses, ou reçu des dons ou présents pour commettre, dans l'exercice de sa charge, un crime ou un délit.

ART. 273.

Tout fonctionnaire ou officier public, toute personne chargée d'un service public qui, par offres ou promesses agréées, dons ou présents reçus, aura fait, dans l'exercice de sa charge, un acte injuste, ou se sera abstenu de faire un acte qui entrait dans l'ordre de ses devoirs, sera puni d'un emprisonnement de trois mois à trois ans, et d'une amende de cent francs à trois mille francs. Il pourra en outre être condamné à l'interdiction, conformément à l'art. 45.

ART. 274.

Le juge, l'arbitre ou le prud'homme qui s'est laissé corrompre, sera puni, le premier, des travaux forcés de dix ans à vingt ans, les seconds, d'un emprisonnement d'un an à cinq ans et de l'interdiction, conformément à l'article 45.

ART. 275.

Supprimé.

laissé corrompre subira la peine des travaux forcés à dix ans et quinze ans.

ART. 276.

Si, par l'effet de la corruption, l'accusé a été condamné à la peine de mort, le juge qui s'est laissé corrompre subira la peine de mort.

Néanmoins, si cette condamnation n'a pas été mise à exécution, le juge reconnu coupable subira la peine des travaux forcés à perpétuité.

ART. 277.

Le juré qui s'est laissé corrompre, soit en faveur d'un accusé poursuivi pour crime, soit à son préjudice, sera puni de la réclusion.

Si, par l'effet de la corruption, l'accusé a été condamné soit à une détention de plus de dix ans, soit aux travaux forcés, et que cette condamnation ait été mise à exécution, le juré qui s'est laissé corrompre subira la peine des travaux forcés de dix ans à quinze ans.

ART. 278.

Si, par l'effet de la corruption, l'accusé a été condamné à la peine de mort, le juré qui s'est laissé corrompre subira la peine des travaux forcés à perpétuité.

Il subira la peine de mort s'il a voté contre lui, dans l'intention de le faire condamner à mort.

Néanmoins, si cette condamnation n'a pas été mise à exécution, le juré reconnu coupable subira :

Dans le premier cas du présent article, la peine des travaux forcés de quinze ans à vingt ans ;

Dans le second cas, les travaux forcés à perpétuité.

ART. 279.

Le juré qui s'est laissé corrompre, soit en faveur, soit au préjudice d'un accusé poursuivi pour délit politique ou de presse, sera puni d'un emprisonnement de deux ans à cinq ans et de l'interdiction, conformément à l'art. 45.

ART. 280.

Si le juge ou le juré qui s'est laissé corrompre a reçu de l'argent, une récompense quelconque ou des promesses, il sera condamné, en outre des peines ci-dessus, à une amende de deux cents francs à trois mille francs.

ART. 281.

Le juge, le juré, l'arbitre, le prud'homme ou l'administrateur, qui se sera décidé par inimitié contre une partie, sera puni conformé-

ART. 276.

Supprimé.

ART. 277.

Le juré qui s'est laissé corrompre sera puni de la réclusion.

ART. 278.

Supprimé.

ART. 279.

Supprimé.

ART. 280.

Comme au projet.

ART. 281.

Supprimé.

ment aux art. 272, 274 à 279, et d'après les distinctions qui y sont établies.

S'il s'est décidé par faveur pour une partie, il sera puni d'un emprisonnement de trois mois à deux ans, d'une amende de cent francs à mille francs et de l'interdiction des droits énoncés aux trois premiers numéros de l'article 43.

ART. 282.

Ceux qui auront contraint par violences ou menaces, ou corrompu par promesses, offres, dons ou présents, un fonctionnaire ou officier public, un juré, un arbitre ou un prud'homme pour obtenir un acte de sa fonction ou de son emploi, même juste, mais non sujet à salaire, ou l'abstention d'un acte rentrant dans l'ordre de ses devoirs, seront punis des mêmes peines que le fonctionnaire, officier, juré, arbitre ou prud'homme contraint ou coupable de s'être laissé corrompre.

Les tentatives de contrainte ou de corruption, qui auront manqué leur effet seront punies d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de vingt-six francs à cinq cents francs.

ART. 283.

Il ne sera jamais fait au corrupteur restitution des choses par lui livrées, ni de leur valeur : elles seront confisquées et mises à la disposition du bureau de bienfaisance de la commune où le délit aura été commis.

CHAPITRE VI.

Des abus d'autorité.

ART. 284.

Sera puni d'un emprisonnement d'un an à cinq ans et de l'interdiction des droits énumérés aux trois premiers numéros de l'art. 43, tout fonctionnaire public, agent ou préposé du Gouvernement, de quelque état ou grade qu'il soit, qui aura requis ou ordonné, fait requérir ou ordonner l'action ou l'emploi de la force publique contre l'exécution d'une loi ou d'un arrêté royal, ou contre la perception d'un impôt légalement établi, ou contre l'exécution soit d'une ordonnance ou mandat de justice, soit de tout autre ordre émané d'une autorité légitime.

ART. 285.

Si cette réquisition ou cet ordre a été suivi d'effet, le coupable sera condamné à la détention de cinq ans à dix ans.

ART. 282.

Ceux qui auront contraint par violences ou menaces, ou corrompu par promesses, offres, dons ou présents, un fonctionnaire ou officier public, un juré, un arbitre ou un prud'homme pour obtenir un acte de sa fonction ou de son emploi, même juste, mais non sujet à salaire, ou l'abstention d'un acte rentrant dans l'ordre de ses devoirs, seront punis des mêmes peines que le fonctionnaire, officier, juré, arbitre ou prud'homme coupable de s'être laissé corrompre.

Les tentatives de contrainte ou de corruption seront punies d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de vingt-six francs à cinq cents francs.

ART. 283.

Il ne sera jamais fait au corrupteur restitution des choses par lui livrées, ni de leur valeur : elles seront confisquées et mises à la disposition de la commune où le délit aura été commis, avec charge de les remettre aux hospices ou au bureau de bienfaisance, selon les besoins de ces établissements.

CHAPITRE VI.

Des abus d'autorité.

ART. 284.

Comme au projet.

ART. 285.

Comme au projet.

ART. 286.

Si les ordres ou réquisitions ont été la cause directe d'autres crimes punissables de peines plus fortes que celles qui sont exprimées aux art. 284 et 285, ces peines plus fortes seront appliquées aux fonctionnaires, agents ou préposés coupables d'avoir donné lesdits ordres ou fait lesdites réquisitions.

Néanmoins, la peine de mort sera remplacée, dans ce cas, par celle des travaux forcés à perpétuité.

ART. 287.

Lorsqu'un fonctionnaire ou un officier public, un administrateur, un agent ou un préposé du Gouvernement ou de la police, un exécuteur des mandats de justice ou jugements, un commandant en chef ou en sous-ordre de la force publique, aura, sans motif légitime, usé ou fait user de violences envers des personnes, dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions, il sera puni selon la nature et la gravité de ces violences, et en élevant le minimum de la peine aux deux tiers de la distance qui le sépare du maximum.

ART. 288.

Tout juge, tout administrateur ou autorité administrative, qui, sous quelque prétexte que ce soit, même du silence ou de l'obscurité de la loi, aura dénié de rendre la justice qu'il doit aux parties, après en avoir été requis, et qui aura persévéré dans son déni après avertissement ou injonction de ses supérieurs, sera puni d'une amende de deux cents francs à cinq cents francs, et de l'interdiction du droit de remplir des fonctions, emplois ou offices publics.

ART. 289.

Tout commandant, tout officier ou sous-officier de la force publique, qui, après avoir été légalement requis par l'autorité civile, aura refusé de faire agir la force placée sous ses ordres, sera puni d'un emprisonnement de quinze jours à trois mois.

Dispositions communes aux chapitres précédents.

ART. 290.

Lorsqu'un fonctionnaire ou officier public, un dépositaire ou agent de la force publique, aura ordonné ou fait quelque acte contraire à la loi, s'il justifie qu'il a agi par ordre de ses supérieurs, pour des objets du ressort de ceux-ci et sur lesquels il leur était dû obéissance hié-

ART. 286.

Comme au projet.

ART. 287.

Tout fonctionnaire ou officier public, tout administrateur, agent ou préposé du Gouvernement ou de la police, tout exécuteur des mandats de justice ou des jugements, tout commandant en chef ou en sous-ordre de la force publique, qui, dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions, aura sans motif légitime, usé ou fait user de violences envers les personnes, sera puni du maximum de la peine portée contre ces faits selon leur nature et leur gravité.

ART. 288.

Tout juge, tout administrateur ou membre d'un corps administratif, qui, sous quelque prétexte que ce soit, même du silence ou de l'obscurité de la loi, aura dénié de rendre la justice qu'il doit aux parties, après en avoir été requis, et qui aura persévéré dans son déni après avertissement ou injonction de ses supérieurs, sera puni d'une amende de deux cents francs à cinq cents francs, et de l'interdiction du droit de remplir des fonctions, emplois ou offices publics.

ART. 289.

Comme au projet.

Dispositions communes aux chapitres précédents.

ART. 290.

Lorsqu'un fonctionnaire ou officier public, un dépositaire ou agent de la force publique, aura ordonné ou fait quelque acte contraire à une loi ou à un arrêté royal, s'il justifie qu'il a agi par ordre de ses supérieurs, pour des objets du ressort de ceux-ci et sur lesquels il

rarchique, il sera exempt de la peine, laquelle ne sera, dans ce cas, appliquée qu'aux supérieurs qui auront donné l'ordre.

CHAPITRE VII.

De l'exercice de l'autorité publique illégalement anticipé ou prolongé.

ART. 291.

Tout fonctionnaire public qui sera entré en exercice de ses fonctions, sans avoir prêté le serment prescrit par la loi, sera condamné à une amende de vingt-six francs à cinq cents francs.

ART. 292.

Tout fonctionnaire public révoqué, destitué, suspendu ou interdit légalement, qui, après en avoir eu la connaissance officielle, aura continué l'exercice de ses fonctions, ou qui, étant électif ou temporaire, les aura exercées après avoir été remplacé, sera puni d'un emprisonnement de huit jours à un an et d'une amende de vingt-six francs à cinq cents francs. Il pourra être condamné, en outre, à l'interdiction du droit de remplir des fonctions, emplois ou offices publics.

CHAPITRE VIII.

De quelques délits relatifs à la tenue des actes de l'état civil.

ART. 293.

Les officiers de l'état civil, qui auront inscrit leurs actes sur de simples feuilles volantes, seront punis d'un emprisonnement de huit jours à trois mois et d'une amende de cinquante francs à trois cents francs.

ART. 294.

Lorsque, pour la validité du mariage, la loi prescrit le consentement des pères, mères ou autres personnes ;

Si l'officier de l'état civil a négligé d'énoncer ce consentement dans l'acte de mariage, il sera puni d'une amende de vingt-six francs à cent francs ;

S'il a procédé à la célébration du mariage sans être assuré de l'existence de ce consentement, il sera puni d'une amende de cent francs à cinq cents francs ;

S'il a célébré le mariage contre le gré des personnes dont le consentement était requis, il sera condamné, outre l'amende de cent francs à cinq cents francs, à un emprisonnement de trois mois à un an ;

leur était dû une obéissance hiérarchique, il sera exempt de la peine, qui ne sera, dans ce cas, appliquée qu'aux supérieurs qui auront donné l'ordre.

CHAPITRE VII.

De l'exercice de l'autorité publique illégalement anticipé ou prolongé.

ART. 191.

Comme au projet.

ART. 292.

Tout fonctionnaire public révoqué, destitué, suspendu ou interdit légalement, qui, après en avoir eu la connaissance officielle, aura continué l'exercice de ses fonctions, sera puni d'un emprisonnement de huit jours à un an et d'une amende de vingt-six francs à cinq cents francs. Il pourra être condamné, en outre, à l'interdiction du droit de remplir des fonctions, emplois ou offices publics, conformément à l'article 45.

Sera puni de la même peine tout fonctionnaire public électif ou temporaire qui aura continué à exercer ses fonctions, après leur cessation légale.

CHAPITRE VIII.

De quelques délits relatifs à la tenue des actes de l'état civil.

ART. 293.

Comme au projet.

ART. 294, 295 et 296 (réunis en deux articles.)

ART. 294.

Sera puni d'une amende de vingt-six francs à cinq cents francs, l'officier de l'état civil qui a négligé d'insérer dans l'acte de mariage les consentements ou les actes respectueux requis par la loi ;

Qui a procédé au mariage sans s'être assuré de l'existence de ces consentements ou de ces actes respectueux ;

Qui a reçu un acte de mariage dans le cas de l'art. 228 du Code civil et avant le terme prescrit par cet article ;

Qui a procédé au mariage sans exiger la preuve que le futur a satisfait aux lois sur la milice nationale.

ART. 295.

Sera puni d'un emprisonnement de trois mois

Enfin, lorsqu'il n'y aura pas eu d'actes respectueux, dans les cas où ils sont prescrits par la loi, l'officier de l'état civil qui aura célébré le mariage, sera passible d'une amende de vingt-six francs à trois cents francs.

ART. 295.

L'officier de l'état civil sera puni d'une amende de vingt-six francs à trois cents francs lorsqu'il aura reçu, avant le terme prescrit par l'art. 228 du Code civil, l'acte de mariage d'une femme ayant déjà été mariée.

ART. 296.

Seront punis d'une amende de vingt-six francs à trois cents francs, les officiers de l'état civil qui auront célébré le mariage de personnes qui n'auraient point produit la preuve légale qu'elles ont satisfait à leurs obligations relativement à la milice nationale, ou qui n'auraient point atteint l'âge auquel la loi dispense de cette preuve.

ART. 297.

En cas de récidive, le délit prévu par le second paragraphe de l'art. 294 sera puni d'une amende de cent francs à trois cents francs.

Le délit prévu par le troisième paragraphe sera puni, indépendamment de l'amende, d'un emprisonnement d'un mois à six mois.

Le délit prévu par le quatrième paragraphe sera puni, indépendamment de l'amende, d'un emprisonnement d'un an à trois ans.

Enfin, le délit prévu par le cinquième paragraphe de l'art. 294 et par les art. 295 et 296, sera puni, outre l'amende, d'un emprisonnement de huit jours à six mois.

ART. 298.

Les peines portées aux articles précédents contre les officiers de l'état civil leur seront appliquées, même dans les cas où les infractions par eux commises ne seraient pas jugées suffisantes pour faire prononcer la nullité de leurs actes, et lors même que la nullité n'en aurait pas été demandée, ou aurait été couverte.

Disposition particulière.

ART. 299.

Hors le cas où la loi règle spécialement les peines encourues pour crimes ou pour délits commis par les fonctionnaires ou officiers publics, ceux d'entre eux qui se seront rendus coupables d'autres crimes ou d'autres délits qu'ils étaient chargés de surveiller ou de réprimer, seront condamnés aux peines attachées à ces crimes ou à ces délits, dont le minimum sera élevé aux deux tiers de la distance qui le sépare du maximum.

à un an et d'une amende de cinquante francs à cinq cents francs, l'officier de l'état civil qui a célébré un mariage contre le gré des personnes dont le consentement est requis.

ART. 295.

Supprimé.

ART. 296.

Supprimé.

ART. 297.

Supprimé.

ART. 298.

Supprimé.

Disposition particulière.

ART. 299.

Hors le cas où la loi règle spécialement les peines encourues pour crimes ou pour délits commis par les fonctionnaires ou officiers publics, ceux d'entre eux qui se seront rendus coupables d'autres crimes ou d'autres délits qu'ils étaient chargés de surveiller ou de réprimer, seront condamnés aux maximum des peines attachées à des crimes ou à ces délits.

CHAPITRE IX.

Des infractions commises dans l'exercice des cultes.

ART. 300.

Tout ministre d'un culte qui, hors les cas formellement exceptés par la loi, procédera aux cérémonies religieuses d'un mariage, sans qu'il lui ait été justifié d'un acte de mariage préalablement reçu par les officiers de l'état civil, sera, pour la première fois, puni d'une amende de vingt-six francs à cent francs.

ART. 301.

En cas de nouvelles contraventions de l'espèce exprimée dans l'article précédent, le ministre du culte qui les aura commises sera puni, savoir :

Pour la première récidive, d'un emprisonnement de huit jours à six mois et d'une amende de cent francs à trois cents francs ;

Et pour toute récidive ultérieure, d'un emprisonnement de six mois à deux ans et d'une amende de deux cents francs à cinq cents francs.

ART. 302.

Quiconque, soit dans des discours prononcés, soit par des écrits lus publiquement dans un édifice destiné ou servant actuellement au culte ou dans des cérémonies ou des exercices religieux, aura fait la critique ou la censure du Gouvernement, d'une loi, d'un arrêté royal ou de tout autre acte de l'autorité publique, sera puni d'un emprisonnement de huit jours à trois mois et d'une amende de vingt-six francs à cinq cents francs.

ART. 303.

Si le discours ou l'écrit contient une provocation directe à la désobéissance aux lois ou aux autres actes de l'autorité publique, ou s'il tend à soulever ou armer une partie des citoyens contre les autres, celui qui l'aura prononcé ou lu sera puni d'un emprisonnement de six mois à trois ans, si la provocation n'a été suivie d'aucun effet ; et d'un emprisonnement d'un an à cinq ans, si elle a donné lieu à la désobéissance, autre toutefois que celle qui aurait dégénéré en sédition ou révolte. Le coupable sera de plus condamné à une amende de cent francs à cinq cents francs.

ART. 304.

Lorsque la provocation a été suivie d'une sédition ou révolte de nature à entraîner une peine criminelle, cette peine sera appliquée à l'auteur de la provocation.

CHAPITRE IX.

Des infractions commises par les ministres des cultes dans l'exercice de leur ministère.

ART. 300.

Sera puni d'une amende de cinquante francs à cinq cents francs, tout ministre d'un culte qui, hors les cas formellement exceptés par la loi, procédera à la bénédiction nuptiale avant la célébration du mariage civil.

ART. 301.

Supprimé.

ART. 302.

Tout ministre du culte qui, dans l'exercice de son ministère, se rendra coupable d'un crime ou d'un délit, sera puni du maximum de la peine attachée à ce crime ou à ce délit.

ART. 303.

Supprimé.

ART. 304.

Supprimé.

ANNEXE A.

Note sur les articles 300 et 301.

Les articles 300 et 301 sont destinés à donner une sanction au 2^e paragraphe de l'art. 16 de la Constitution. Sans reprendre le fond d'une question décidée par le pouvoir constituant, tout en gardant le respect extérieur à la solution intervenue, on peut demander si cette pénalité est édictée avec justice et discernement.

Quand deux personnes veulent s'unir seulement au for de la conscience, la responsabilité de cet acte, bien ou mal considéré comme délit, peut-elle retomber sur le prêtre ?

Dans un cas pareil, le ministre du culte est tenu, par des ordres positifs, de renvoyer d'abord les parties avec invitation de satisfaire aux conditions légalement requises pour que leur mariage obtienne ses effets civils ; mais si ses conseils et ses efforts demeurent infructueux, s'il est décidément mis en demeure de remplir son office, ou s'il est appelé à régulariser une union à l'article de la mort, quand les formalités de la loi ne peuvent plus être accomplies en temps utile, peut-il être équitablement puni pour s'être acquitté d'un strict devoir auquel il ne pouvait faillir sans trahir son ministère ? Il y aurait injustice en ce qui le concerne et restriction à la liberté de l'exercice du culte pour lui-même et pour les intéressés.

Il faut remarquer, d'ailleurs, que la bénédiction du prêtre n'est pas indispensable à la validité du mariage. Suivant l'opinion commune, le mariage consiste dans la déclaration des parties, faite devant témoins, au prêtre compétent, indépendamment de cette bénédiction. Dans ce cas, le prêtre se trouverait puni pour un fait existant même sans sa participation et sa volonté.

Si donc un acte religieux est transformé en délit, il faudrait au moins, dans les règles de la logique, punir ses auteurs, c'est-à-dire les conjoints, dont la volonté l'a créé et non le prêtre, qui n'a pu l'empêcher.

ANNEXE B.

Note sur les articles 302 et suivants.

La difficulté de concilier les art. 201-206 du Code impérial avec les libertés constitutionnelles n'a pas échappé complètement aux auteurs du nouveau Code ni à la Chambre des Représentants.

Le Code de 1810 punissait toute critique de l'autorité ou de ses actes formulée en chaire ou dans un écrit pastoral.

L'article 204 concernant les écrits était en contradiction trop flagrante avec l'article 18 de la Constitution commenté par le Congrès lui-même. Le décret du 20 juillet 1851 réprime seulement les attaques *méchantes*, et, par une conséquence nécessaire, il laisse intact, ou plutôt il

consacre le droit de critique non méchante, conforme à la nature même de notre gouvernement, soumis au contrôle de l'opinion publique.

Il a donc fallu retrancher l'art. 204 relatif aux écrits simplement publiés, mais on a rendu la disposition conservée de l'art. 201, applicable à la lecture de ces mêmes écrits, faite dans l'exercice du ministère ecclésiastique.

De cette manière on a respecté la liberté de la presse, mais au prix de deux échecs à la logique.

Il est impossible d'admettre que la lecture d'un écrit auquel la loi n'a rien à redire puisse devenir un délit.

Et cette énormité fût-elle introduite dans le Code, l'art. 302 manquerait essentiellement à la justice distributive. Le ministre du culte, obéissant aux ordres de son supérieur, dont il est le simple organe, serait puni, et ce supérieur, l'auteur principal du fait incriminé, échapperait à la peine.

Ou bien il faut reprendre les traditions impériales, en dépit de l'art. 18 de la Constitution et du décret sur la presse et maintenir l'art. 204 du Code de 1810, ou bien il faut rendre un hommage complet à nos lois fondamentales et extirper l'art. 204 avec tous ses rejetons, en effaçant, à l'art. 302 du projet, les mots : *soit par des écrits lus publiquement*.

On a compris, à la Chambre des Représentants, que l'art. 302, ôtant aux ministres des cultes un droit reconnu à tous les autres citoyens, n'était pas en harmonie avec la Constitution, et pour obvier à cette discordance, on a pris des termes plus généraux et atteignant *quiconque* se livrerait aux critiques incriminées dans un lieu servant au culte ou pendant l'exercice d'un culte. De personnelle qu'elle était, la spécialité du délit est rendue locale.

L'intention est louable, car elle est inspirée par le respect de la Constitution, mais elle n'est pas remplie.

La modification s'arrête à l'expression et ne change rien à la chose. Ce mot *quiconque* ne saurait désigner qu'un ministre du culte, car un particulier, usurpant la parole dans une assemblée religieuse, loin d'exercer la fonction dont on craint l'abus, se rendrait coupable de trouble à l'exercice du culte. Ce mot n'a de valeur qu'à l'égard des ministres des cultes. La disposition reste la même, seulement elle est exprimée en termes plus couverts.

Les auteurs du projet et ceux de l'amendement dont il s'agit ont voulu, les premiers, au sujet de l'art. 204, les autres, au sujet de l'art. 201 du Code impérial, concilier deux choses contraires, la défense de critiquer l'autorité ou ses actes dans les assemblées religieuses et le respect de nos lois qui proclament sans restriction la liberté du droit de contrôle et de critique.

Tout citoyen tire des articles 14 et 18 de la Constitution le droit de manifester librement ; par la parole ou par la presse, ses opinions en toute matière, sauf la répression des délits commis à l'occasion de l'usage de ces libertés. Il est donc impossible d'admettre que ce droit, reconnu à tous les Belges, cesse d'exister pour les ministres des cultes ; que ce droit, reconnu *en toute matière*, cesse d'exister en matière religieuse. Le ministre du culte est placé dans la même situation que les autres citoyens. Comme eux, il est libre d'exprimer son opinion en toute chose, sauf à répondre de son fait s'il abuse de ce droit pour commettre un délit commun. Tel n'est pas le système du projet, car, ne le perdons pas de vue, l'art. 302 ne prévoit pas les faits qualifiés délits et réprimés par les lois communes ; il punit, pour certaines personnes et en certains lieux, la simple critique, la critique inoffensive, droit civique pour tout autre et partout ailleurs.

Quand même cet article, tel qu'il est maintenant rédigé, dirait en réalité autre chose que l'article du gouvernement, quand même il rendrait la spécialité du délit seulement locale, il n'en serait pas moins inconciliable avec la Constitution. La faculté de manifester ses opinions en toute matière est générale, absolue, et n'est pas plus restreinte sous le rapport des lieux que sous celui des personnes. La disposition de l'art. 302 n'est pas même rationnelle. Il est impossible de comprendre comment le même discours, ou la même lecture, serait irréprochable ou passible d'une peine selon la différence des lieux. Droit civique dans un meeting, délit dans une église ! il y a là flagrante absurdité.

Les articles 303 et 304 devraient disparaître, même dans le système inconstitutionnel du projet, car, à la différence de l'art. 302, ils se rapportent à des délits communs prévus par les lois ordinaires.

ANNEXE C.

Note sur les articles 502 et suivants.

Un membre développe ainsi son opinion.

La disposition proposée n'est pas une innovation : elle existe au moins depuis 1810 ; son application a été faite rarement et il ne paraît pas qu'elle ait été abusive : elle est si peu inconstitutionnelle qu'elle a été appliquée depuis notre régénération politique. Si elle bride le langage du ministre du culte, ce n'est que lorsqu'il monte en chaire, dans le sanctuaire, dans l'église même, dans un lieu d'où devraient être à tout jamais bannies les passions politiques. En dehors du lieu saint, le prêtre est libre. Plus libre que les fonctionnaires salariés, comme lui par l'État, il peut impunément attaquer la marche du gouvernement, censurer les lois, se livrer à une critique malveillante des actes de l'autorité à tous les degrés. Mais cette impunité a une limite ; on peut lui répondre : Si le prêtre organise un meeting, ses auditeurs peuvent l'interrompre ou du moins le réfuter. Le pourra-t-on dans l'église ?

Si oui, tout est dit : on peut rejeter l'article. Si non, si le droit de réponse à de véritables provocations n'existe pas ; si l'interrupteur doit être condamné pour avoir troublé l'exercice du culte, si l'on considère comme un acte du culte les discours prononcés en chaire contenant la censure méchante des lois, du gouvernement, des autorités, de leurs actes, alors l'inviolabilité du sanctuaire doit avoir pour conséquence la répression du délit. En d'autres termes, il y a un délit spécial, *sui generis*, attaché au lieu même où il aura été perpétré, et ce délit sera la conséquence de ce que, dans cet endroit sacré, les passions humaines ne doivent pas se déchaîner.

Ce membre a ajouté que si l'article venait à être conservé, le délit devait être soumis à une prescription très-courte : on ne peut en effet, surtout lorsqu'il s'agit du sens d'un discours non écrit, poursuivre que ce qui a fait scandale ; après quelque temps, la mémoire des témoins fait défaut, et on aura autant d'éditions du discours qu'il y a de partis dans l'endroit où il a été proféré.